

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 22 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur 

RESSOURCES T SCIC SA

18 rue de la Donelière
35000 Rennes

Code AIOT : 0005516487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement RESSOURCES T SCIC SA implanté 18 rue de la Donelière 35000 Rennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESSOURCES T SCIC SA
- 18 rue de la Donelière 35000 Rennes
- Code AIOT : 0005516487
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une installation de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et de déchets d'Équipements Électriques et Électroniques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
9	VLE rejet	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3
10	Surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rubrique	Code de l'environnement du 01/01/2000, article 1
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1
3	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1
4	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.2.3
5	Rétention	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6
6	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8
7	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
8	Moyens lutte incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
11	Bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien conscience des risques que ses activités pourraient engendrer vis-à-vis de l'environnement et des riverains.

Au regard de son activité, le site est maintenu est bon état de propreté.

Le pétitionnaire respecte l'ensemble des dispositions réglementaires encadrant ses activités. Il met en place des actions visant à s'assurer que son activité n'engendre pas de nuisances supplémentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2000, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique
Prescription contrôlée : Soumise à Autorisation sous GUN pour la 2790 2710-2-b 160 m ³ DC 2711-2 637 m ³ DC 2714-2 200 3 D 2716-2 600 M3 dc 2718-2 0,999 t DC 2790 0 A 2791-2 1t/j DC
Constats : Les activités exercées au 18 rue de la Donelière sont classées sous les rubriques : <ul style="list-style-type: none">• 2711: Stockage de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques pour un volume compris entre 100 m³ et 1000 m³• 2718: Stockage de batteries extérieures pour une quantité inférieure à 1 tonne Ces activités relèvent du régime de la Déclaration Contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
Constats : L'exploitant respecte les obligations réglementaires liées au contrôle périodique vis à vis des activités soumises à DC. En effet, un contrôle périodique a été réalisé par l'APAVE le 23/02/2021 au 18, rue de la Donelière. Ce contrôle a fait état d'une Non Conformité Majeure relative au regroupement des batteries. L'exploitant a stocké ses batteries à l'extérieur du bâtiment dans un bac dédié couvert à capacité limitée. Suite à cet aménagement, un nouveau contrôle périodique a eu lieu le 24/02/2022, qui a conclu à l'absence de Non Conformité Majeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 ; Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant les dispositions constructives, le bâtiment de stockage des D3E ne peut pas justifier d'une résistance au feu de 15 minutes.</p> <p>Cependant, l'exploitant bénéficie de l'antériorité pour ses activités relevant des rubriques 2711 et 2718.</p> <p>L'activité de tri, transit, regroupement de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques continue d'être exploitée à l'intérieur de ce bâtiment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle. Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'être à l'origine d'émissions de vapeurs ou gaz toxiques, ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m ² , - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m ² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.
Constats : Les bâtiments sont équipés de trappes de désenfumage dont l'ouverture s'effectue au moyen d'une poignée de manœuvre. Les trappes de désenfumage sont réparties sur l'ensemble de la toiture et leur superficie est supérieure aux 2 % de la superficie des bâtiments. Les poignées de manœuvre sont clairement indiquées et sont accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Cette disposition n'est pas applicable aux installations qui procèdent au transit, tri ou regroupement de déchets conditionnés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation, sous réserve que ces contenants soient placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée. Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé. Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement. Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aires de stockage des produits et des déchets sont incombustibles et étanches. Ces zones de stockage sont dépourvues de fissures.</p> <p>Les déchets tels que les batteries sont stockées dans des bacs étanches permettant de prévenir tout risque de déversement.</p> <p>Les produits susceptibles d'engendrer une pollution sont stockés sur des bacs de rétention adaptés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : Le site est équipé d'une cuve enterrée, d'une capacité de 522 m ³ , permettant de recueillir les eaux d'extinction et les confiner à l'aide d'une vanne de confinement (vanne guillotine). Le dimensionnement de cette cuve a été établi à partir du guide D9. Une procédure établie par l'exploitant est mise à disposition en cas d'incendie ainsi que l'outil de manœuvre permettant la mise en fonctionnement de la vanne de confinement. Cette vanne est matérialisée par un marquage au sol.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Les déchets sont entreposés et triés par flux. Les déchets ne sont pas superposés, mis à part les "petits" Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques qui sont stockés dans des caisses d'une capacité unitaire de 600 litres. Ces caisses sont superposées deux par deux. Le site stocke les lave-linges dans deux bennes de 30 m ³ situées à l'extérieur du bâtiment. Les hauteurs des zones de stockage sont inférieures à 3 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'un système de détection de gaz dans les parties de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : Cette installation est équipée d'extincteurs qui sont répartis dans l'installation ainsi que d'un extincteur sur roues. L'Inspection a relevé la présence de deux poteaux incendie dans la rue de la Donelière qui sont distants à moins de 200 mètres de cette installation. En cas d'intervention, le site dispose d'un moyen de communication permettant d'avertir le service d'incendie et de secours d'Ille-et-Vilaine. L'exploitant a également mis en place une procédure en cas d'incendie, ainsi qu'une mallette d'astreinte et un plan des locaux à disposition des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : VLE rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, VLE rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - pH : 5,5 - 8,5 ; - matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; - indice phénols : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ; - métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. Ces valeurs limites sont respectées en moyenne annuelle quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux obligations réglementaires encadrant ses activités, l'exploitant fait contrôler par un organisme extérieur habilité ses rejets d'eaux pluviales.</p> <p>Cependant, il s'avère que l'ensemble des paramètres imposés par la réglementation ne sont pas analysés par l'exploitant tels que le pH ainsi que l'indice phénol.</p> <p>> L'exploitant doit ajouter aux paramètres contrôlés le pH ainsi que l'indice phénol.</p> <p>Le site est également équipé d'un débourbeur/deshuileur qui est asservi à une station permettant de déterminer le niveau d'encrassement de cet équipement. D'une manière générale, le débourbeur/deshuileur est curé une fois par an. Le dernier curage a été effectué le 31/08/2023 par la société Alzéo Environnement.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.
Constats : Les effluents de cette installation sont surveillés annuellement. Le dernier contrôle est intervenu le 30/12/2023 et a été réalisé par la société CARSO CAE. Les analyses ont montré que le taux de Matières en Suspension est supérieur aux valeurs réglementaires. L'exploitant a mené une série d'action afin de limiter le taux de Matières en Suspension et a présenté à l'Inspection le plan d'action mis en place. > L'Inspection demande à l'exploitant de lui présenter une nouvelle analyse de ses rejets permettant de confirmer le respect des valeurs réglementaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A) 6 dB (A) 4 dB (A) Supérieur à 45 dB (A) 5 dB (A) 3 dB (A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
Constats : L'exploitant fait réaliser par un organisme agréé les mesures de bruit au niveau des limites de propriétés et des Zones à Émergence Réglementée. L'exploitant effectue un contrôle des niveaux sonores tous les trois ans et met en place des contrôles supplémentaires lorsque son activité évolue. Le dernier contrôle a été effectué le 02/05/2024 par la société VENATHEC . Les niveaux sonores et les émergences constatées lors de ce dernier contrôle sont conformes à la Réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite